



L'environnement océanien, garant de nos modes de subsistance et de notre patrimoine naturel, en harmonie avec nos cultures.

PO Box 240, Apia, Samoa
E: sprep@sprep.org
T: +685 21929
F: +685 20231
W: www.sprep.org



Vingt-huitième Conférence du PROE

Apia, Samoa
19 – 21 Septembre 2017

Point 8.1 de l'ordre du jour : Dispositifs et mécanismes de gouvernance pour les Conférences biennales du PROE

Objet

1. Présenter aux Membres le projet de mandat pour le Conseil exécutif tel que cela a été débattu lors de la 27^e Conférence du PROE et délégué groupe des Amis de la présidence pour le mandat du comité exécutif. Les amis de la présidence sont composés de l'Australie, les îles Cook, la France, la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française, La Nouvelle-Zélande, Niue et les Tokelau et se sont réunis respectivement le 27 janvier, le 12 mai et 7 juillet 2017. Consulter l'**annexe 1** pour le projet de mandat et l'**annexe 2** pour les procès-verbaux des réunions.

Historique

2. Afin d'améliorer l'efficacité du Secrétariat, la 26^e réunion du PROE en 2015 avait décidé que le conseil de gouvernance de la Conférence du PROE serait convoqué tous les deux ans, hébergé par le Secrétariat aux Samoa et que cela débutait directement après la réunion du PROE en 2017. La même conférence avait également validé le mandat de la Troïka du PROE.
3. Les accords de gouvernance proposés ont été abordés par les Membres lors de la 27^e Conférence du PROE. Les Membres ont convenu de créer un comité exécutif ayant fonction d'organe décisionnel lors des années qui séparent les conférences bisannuelles du PROE ; ce comité serait constitué de la Troïka et de quatre Membres supplémentaires représentant la Mélanésie, la Micronésie, la Polynésie et les Membres métropolitains, chacun sélectionné dans sa circonscription.
4. En outre, les Membres ont convenu que le Secrétariat, en collaboration avec le groupe des Amis de la présidence, élaborerait pour le comité exécutif un mandat qui respecte les principes suivants :
 - a) Il s'agira d'un organe décisionnel majeur lors des années qui séparent les conférences bisannuelles du PROE ;
 - b) Les Membres seront désignés de sorte à être représentés de façon équitable, notamment à travers le bilinguisme ;
 - c) Il s'agira d'un mécanisme viable et économique ;
 - d) Il s'agira d'un mécanisme flexible qui pourra accueillir de nouveaux membres le cas échéant ;
 - e) Il s'agira d'un mécanisme qui veillera à ce que le Secrétariat continue de rendre des comptes aux Membres ;

- f) Les autres mécanismes de gouvernance (Troïka et Comité d'audit) resteront en place.

Projet de mandat

5. Les Amis de la Présidence avec l'aide du Secrétariat ont préparé et soumis aux Membres un projet de mandat pour le Conseil exécutif du PROE qui a intégré les principes essentiels identifiés lors de la Conférence du PROE 2016, le Traité PROE (1993) et le Règlement intérieur de la Conférence du PROE (1993).
6. Comme il ressort du Traité et du règlement intérieur du PROE, la Conférence du PROE depuis sa création a été convoquée en anglais et en français à titre de langues officielles du PROE.
7. Le règlement intérieur servira de guide au président du Conseil exécutif conformément aux objectifs et fonctions du mandat proposé. Le Conseil exécutif demeurera subordonné à la Conférence du PROE et traitera uniquement des points mentionnés dans le mandat ou lorsqu'une autorisation aura directement attribué par les responsables de la Conférence du PROE. En outre, le Conseil exécutif ne peut nommer le Directeur général ou prendre des décisions qui exigent le consensus absolu de tous les Membres du PROE.
8. En tenant compte du projet de Mandat, le futur Conseil exécutif sera constitué de la Troïka des Palaos, de Papouasie-Nouvelle-Guinée et de Niue et d'un représentant par sous-groupe sur un roulement par ordre alphabétique de l'Australie pour les membres métropolitains, des Samoa américaines pour la Polynésie, des Fidji pour la Mélanésie, du Commonwealth des îles Marianne du Nord pour la Micronésie et de la France pour les membres francophones. Sous réserve de l'accord des Membres du PROE, la première réunion du Conseil exécutif sera convoquée immédiatement après la 28^e Conférence du PROE du jeudi 21 septembre 2017.

Les incidences de la convocation bisannuelle de la Conférence du PROE et le Conseil exécutif

9. La Conférence du PROE étant convoquée de manière bisannuelle, les Amis de la présidence voudront peut-être prendre en considération d'autres facteurs qui auraient une incidence sur le travail du PROE dans le cadre des nouvelles dispositions du Conseil exécutif.

Mandat du directeur général

10. Le mandat du directeur général étant inscrit dans le cadre des nouvelles dispositions bisannuelles sera abordé lors d'une séance à huis clos sous le **point 10.1 de l'ordre du jour : Évaluation des résultats du directeur général du PROE**
11. Le mandat du directeur général (DG) est prévu pour trois ans avec un droit à reconduction en fonction des résultats. Actuellement, sur la base de la convocation du Conseil exécutif en 2018, le premier mandat de trois ans du DG se terminera à la fin de l'année 2018. Les Membres devront examiner si la Conférence du PROE doit envisager de déléguer l'autorité du mandat du directeur général au Conseil exécutif ou si toutes autres solutions équivalentes doivent être prises en compte.
12. Le projet de mandat actuel précise que le Conseil exécutif n'a pas le pouvoir délégué de nommer le directeur général, car cette décision exige l'unanimité des Membres du PROE. Le DG ayant été nommé pour une entrée en fonction en 2016, la question d'un renouvellement du mandat en

fonction de la qualité de leurs services, comme c'est le cas actuellement, doit être prise en compte par les Membres du PROE.

13. L'autre aspect à prendre en compte, ce sont les incidences que la décision pourrait indirectement avoir sur le mandat du Directeur général (DG) adjoint et d'autres membres du personnel qui est actuellement de trois ans avec une possibilité de renouvellement en fonction de la qualité de leurs services et selon qu'il y ait des postes au sein du personnel de base et/ou les ressources disponibles. Actuellement, à l'exception du poste de DG, toutes les nominations sont faites par le DG, y compris le directeur général adjoint sur recommandation formulée par un groupe.
14. Parmi les nouvelles configurations proposées pour le mandat du DG par les membres des Amis de la présidence à prendre en compte, il convient de noter un mandat de quatre ans plus deux ans ou un mandat de quatre plus quatre ans, en fonction de la qualité de leurs services et de l'approbation des Membres du PROE.

Mandat de la Troïka

15. Le mandat maximal de la Troïka du PROE est de trois ans conformément au mandat actuel de la Troïka approuvé dans le cadre de la Conférence du PROE en 2015. Afin de s'aligner sur la convocation bisannuelle de la Conférence du PROE, les Membres pourraient évoquer la possibilité de proroger le mandat de trois à quatre ans afin de permettre aux Membres de la Troïka de présider au moins une fois à la Conférence du PROE sur la base du roulement par ordre alphabétique. Sur la base du projet de mandat du Conseil exécutif, une matrice de la future Troïka et des membres du Conseil exécutifs est fournie à l'**annexe 3**.
16. À des fins de comparaison, l'**annexe 4** reflète la configuration des Membres de la Troïka avec un mandat prorogé de quatre ans. Sur la base de cette prorogation et du roulement par ordre alphabétique, entre 2017 et 2029, les Tokelau seront le seul membre qui ne présidera pas la Conférence du PROE dans la mesure où les membres de la Troïka sont au nombre de trois et pour un mandat maximum de quatre années. Cependant, la présidence du Conseil exécutif est un rôle de gouvernance important pour le PROE et sera prépondérante pour soutenir le prolongement des activités fondamentales du programme ou cours des années qui séparent les conférences du PROE.

Principes d'équité

17. La configuration et le mandat maximum des membres du Conseil exécutif ont été pris en compte par les Amis de la présidence, en particulier en ce qui concerne le principe d'équité et notamment la représentation des membres francophones ainsi que la flexibilité pour les membres supplémentaires qui souhaiteraient participer. Il existe néanmoins une question clé quant au roulement des membres, c'est le nombre plus important de représentants de Polynésie qui sont en majorité avec 9, par rapport à 7 pour la Micronésie et 5 pour la Mélanésie et les métropolitains.



Budget et programme de travail bisannuels

18. Le projet de mandat comprend le budget du PROE en ce qui concerne les rapports et les dates limites pour la soumission à tous les membres et au Conseil exécutif. Le Secrétariat a entrepris d'aligner le plan de travail annuel et le budget sur le calendrier biennal des conférences du PROE, notamment pour les estimations budgétaires qui seront révisées annuellement, en particulier pour la seconde année du budget biennal (par ex. : 2019). Il est prévu des changements supplémentaires des estimations initiales fournies dans les données biennales, car plus de projets et de financements ont été confirmés pendant l'année précédant (2018) l'année budgétaire concernée.

Conférence du PROE

19. Comme l'indique la décision du Secrétariat lors de la 26^e réunion du PROE en 2015 avait décidé que le conseil de gouvernance de la Conférence du PROE serait convoqué tous les deux ans, hébergé par le Secrétariat aux Samoa. Ladite décision visait à réduire les coûts budgétaires et le temps du personnel alloué aux préparations des conférences.
20. La prochaine conférence du PROE sera convoquée aux Samoa en 2019 et inclura un volet ministériel. Le projet de Plan de mise en œuvre de la performance et du cadre de résultats 2018/2019 est présenté au **point 7.1 de l'ordre du jour** pour approbation et les rapports de mise en œuvre du PIP se poursuivront. Le rapport de suivi et d'évaluation des performances de 2017 (PMER) sera transmis au Conseil exécutif de 2018 et le PMER 2018 lors de la Conférence du PROE en 2019.

Conclusion

21. Les Amis de la présidence ont pris en considération les orientations fournies par la 27^e Conférence du PROE et ont intégré les principes de leadership en matière d'environnement, équité, transparence, responsabilité, flexibilité, économie et durabilité.
22. Les Amis de la présidence ont transmis ce document à la Conférence du PROE pour examen.

Recommandations

23. La Conférence est invitée à :
- **examiner et adopter** le projet de mandat ;
 - **étudier la prorogation** du mandat Troïka du PROE de trois à quatre ans ;
 - **examiner** si le mandat du directeur général soit conforme aux dispositions bisannuelles de la Conférence du PROE au point 10.1 de l'ordre du jour : **SPREP Évaluation des résultats du directeur général du PROE** ;
 - **tenir compte du fait** que le futur Conseil exécutif sera constitué de la Troïka des Palaos, de Papouasie-Nouvelle-Guinée et de Niue ; et d'un représentant par sous-groupe sur un roulement selon l'ordre alphabétique de l'Australie pour les membres métropolitains, des Samoa américaines pour la Polynésie, des Fidji pour la Mélanésie, du Commonwealth des îles Marianne du Nord pour la Micronésie et de la France pour les membres francophones ; et
 - **prendre note** que la première réunion du Conseil exécutif sera convoquée directement après la 28 Conférence du PROE le vendredi 22 septembre 2017.